



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Croissance économique et structures agricoles en Yougoslavie

Zvonimir Baletic

Citer ce document / Cite this document :

Baletic Zvonimir. Croissance économique et structures agricoles en Yougoslavie. In: Économie rurale. N°75, 1968. pp. 21-32;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1968.1997>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1968_num_75_1_1997

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

In spite of a strong demographic disequilibrium and unfavourable natural conditions, Yugo-Slavia has been able to improve considerably the output of its farm production.

The agrarian reform, through which land was transferred from private farms in order to obtain the minimum acreage of 10 ha, contributed to create a socialist sector. The author analyses the success and difficulties met with by socialist firms and cooperatives.

The socialization raises many problems. The expansion of the socialist sector necessitates expensive purchases of land and the capital thus invested lacks in other sectors. The domestic demand for farm products increases with the income and the population at the expense of foreign trade. Farm prices and wages increase. These trends are partially due to the installation of industries in the country, which increases the income of the farmers but reduces their farm production.

The economic reform in progress fights these trends by favouring a centralization of the industry. However, this eliminates the industrial employments for the farm population whose out-migration should be prevented.

Résumé

Un fort déséquilibre démographique et des conditions naturelles peu favorables n'ont pas empêché la Yougoslavie d'améliorer sensiblement les rendements de sa production agricole.

La réforme agraire, en enlevant les terres aux exploitations privées pour les ramener au maximum fixé (10 hectares), a permis la création du secteur socialiste. L'auteur analyse les succès et les difficultés des entreprises socialistes et des coopératives générales agricoles.

La socialisation pose cependant de nombreux problèmes. L'expansion du secteur socialiste oblige à acheter des terres coûteuses, et les capitaux investis font défaut à d'autres secteurs. La demande intérieure de produits agricoles s'élève avec le revenu et la population, au détriment du commerce extérieur. Les prix agricoles et les salaires augmentent. Ces tendances découlent en partie de l'implantation d'industries à la campagne, qui accroissent le revenu des paysans-ouvriers mais font baisser leur productivité agricole.

La réforme économique en cours combat ces tendances, en favorisant une industrie plus concentrée. Elle supprime ainsi l'emploi industriel de la population agricole, dont l'exode doit absolument être freiné.

Pour retenir à la terre la main-d'œuvre agricole, en lui fournissant un revenu convenable, il faudra moderniser l'agriculture et améliorer les conditions de la vie rurale.

LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET L'EVOLUTION DES STRUCTURES AGRICOLES EN YUGOSLAVIE

par Zvonimir BALETIC

Université de Zagreb

Un fort déséquilibre démographique et des conditions naturelles peu favorables n'ont pas empêché la Yougoslavie d'améliorer sensiblement les rendements de sa production agricole.

La réforme agraire, en enlevant les terres aux exploitations privées pour les ramener au maximum fixé (10 hectares), a permis la création du secteur socialiste. L'auteur analyse les succès et les difficultés des entreprises socialistes et des coopératives générales agricoles.

La socialisation pose cependant de nombreux problèmes. L'expansion du secteur socialiste oblige à acheter des terres coûteuses, et les capitaux investis font défaut à d'autres secteurs. La demande intérieure de produits agricoles s'élève avec le revenu et la population, au détriment du commerce extérieur. Les prix agricoles et les salaires augmentent. Ces tendances découlent en partie de l'implantation d'industries à la campagne, qui accroissent le revenu des paysans-ouvriers mais font baisser leur productivité agricole.

La réforme économique en cours combat ces tendances, en favorisant une industrie plus concentrée. Elle supprime ainsi l'emploi industriel de la population agricole, dont l'exode doit absolument être freiné.

Pour retenir à la terre la main-d'œuvre agricole, en lui fournissant un revenu convenable, il faudra moderniser l'agriculture et améliorer les conditions de la vie rurale.

ECONOMIC GROWTH AND EVOLUTION OF AGRICULTURAL STRUCTURES IN YUGO-SLAVIA

In spite of a strong demographic disequilibrium and unfavourable natural conditions, Yugo-Slavia has been able to improve considerably the output of its farm production.

The agrarian reform, through which land was transferred from private farms in order to obtain the minimum acreage of 10 ha, contributed to create a socialist sector. The author analyses the success and difficulties met with by socialist firms and cooperatives.

The socialization raises many problems. The expansion of the socialist sector necessitates expensive purchases of land and the capital thus invested lacks in other sectors. The domestic demand for farm products increases with the income and the population at the expense of foreign trade. Farm prices and wages increase. These trends are partially due to the installation of industries in the country, which increases the income of the farmers but reduces their farm production.

The economic reform in progress fights these trends by favouring a centralization of the industry. However, this eliminates the industrial employments for the farm population whose out-migration should be prevented.

Les conditions naturelles

En Yougoslavie, les conditions naturelles ne sont pas, dans l'ensemble, très favorables à la production agricole. La terre agricole n'y représente que 57,8 % de la superficie totale, et la terre arable 40 %. Le sol est de médiocre qualité, sauf dans les plaines septentrionales et les vallées des grands fleuves. La partie centrale et la région méditerranéenne sont pauvres en terre arable, généralement de très faible qualité.

Pourtant le rapport entre la population et la terre agricole est relativement élevé, un des plus élevés d'Europe, avec 0,74 hectare par tête. Le potentiel de production agricole est donc loin d'être épuisé. La modernisation de son agriculture mettrait la

(1) Tous les chiffres cités dans cet article sont extraits des sources statistiques officielles yougoslaves, notamment des *Annuaire Statistiques RSTY* 1963, 1964, 1965, 1966 et 1967, ainsi que des *Bulletins Statistiques* n° 387, 393, 398, 465 et 474.

Yougoslavie en mesure de couvrir dans l'avenir les besoins alimentaires d'une population croissante.

Il n'est plus guère possible d'augmenter la superficie des terres agricoles. Les 14,8 millions d'hectares de terre agricole et les 10,3 millions d'hectares de terre cultivée, actuellement disponibles, peuvent être considérés comme une limite infranchissable. En effet, si de nouvelles terres agricoles peuvent être récupérées en régularisant les fleuves, par contre l'urbanisation rapide et l'utilisation de la terre à des fins industrielles conduiront inévitablement à la diminution des terres agricoles. Le développement agricole doit donc s'orienter vers l'accroissement des rendements.

LE SURPEUPLEMENT AGRICOLE

Un indice important du développement agricole est sans doute le rapport qui existe entre la terre et la population agricoles. La quantité de terre étant limitée, l'expansion démographique et le manque de centres industriels puissants ont déterminé un fort surpeuplement agricole. Le rapport entre la population agricole et la terre s'est détérioré constamment, et seule l'industrialisation rapide qui a suivi la deuxième guerre mondiale a renversé cette tendance (cf. tableau 1).

Tableau 1

Densité de la population agricole en Yougoslavie entre 1921 et 1961

Année	POPULATION AGRICOLE			
	par 100 ha de terre agricole		par 100 ha de terre cultivée	
	totale	active	totale	active
1921	72	37	132	69
1931	77	38	142	67
1948	77	41	138	72
1953	72	37	130	68
1961	61	32	109	56

Dans les conditions de lent développement économique général qui étaient celles d'avant la guerre, le surpeuplement agricole a pris des proportions menaçantes. S'il a sensiblement diminué au cours des vingt dernières années, il reste important et pose encore un sérieux problème pour le développement agricole. Ce problème est d'autant plus difficile à résoudre que le rapport entre la population agricole et la terre agricole varie sensiblement d'une région à l'autre, et qu'il est inverse à la fertilité de la terre. Cette situation paradoxale peut être expliquée par les conditions historiques qui ont régi la formation de l'habitat des peuples balkaniques. Nous ne pouvons en faire ici l'analyse ; actuellement cette situation se traduit par un fort déséquilibre démographique, particulièrement prononcé entre les régions centrales et les régions développées du nord. Malgré le développement industriel de l'ensemble du pays ces vingt dernières années, le déséquilibre démographique joue encore un rôle important dans la formation de la structure agraire yougoslave, et détermine en grande partie l'exode et l'émigration de la population agricole.

Une caractéristique essentielle des économies en voie de développement est la diminution continue de la part de la population agricole dans la population totale. Cela ne signifie pas nécessairement que le nombre absolu d'agriculteurs diminue. Au contraire, on voit que pendant l'étape initiale de l'industrialisation d'un pays, le nombre d'agriculteurs change peu ou même s'accroît. Le passage d'une diminution relative dans la population totale à la diminution du nombre absolu d'agriculteurs représente un changement radical du développement agricole. En effet, le processus de transformation d'une agriculture de subsistance en une agriculture commercialisée, intégrée dans l'ensemble de l'économie, exige une élévation considérable de la productivité du travail agricole, qui ne peut être obtenue en cas de surpeuplement agricole. Et le surpeuplement agricole ne peut disparaître tant que s'accroît le nombre absolu de la population agricole. Pour l'agriculture yougoslave, ce tournant important du développement agricole s'est situé au début des années cinquante.

Tableau 2

La population agricole en Yougoslavie de 1921 à 1966

Année du recensement	Population agricole	% de la population agricole dans la population totale	POPULATION AGRICOLE ACTIVE			
			Totale	Hommes	Femmes	% de la population agricole
1921	9 885	78,8	5 118	3 027	2 091	51,8
1931	11 132	76,6	5 294	3 339	1 955	47,6
1948	10 606	67,3	5 627	3 357	3 270	52,7
1953	10 315	60,9	5 360	3 198	2 163	51,8
1961	9 198	49,6	4 691	2 705	1 988	51,0
1966 (*)	8 800	44,2	4 400	2 500	1 900	50,0

(*) Estimation.

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

On voit que le processus de désagrégation de l'économie yougoslave est très rapide. Dans la période d'après-guerre, un quart de la population a quitté l'agriculture au profit d'emplois extra-agricoles. La diminution absolue de la population agricole et la diminution de sa part dans la population totale vont de pair avec une diminution de la part de la population active dans la population agricole totale.

Le vieillissement

En effet, la plupart des jeunes en âge de travailler quittent le métier d'agriculteur, d'où le vieillissement de la population agricole. La proportion des agriculteurs actifs âgés de 50 ans et plus s'accroît constamment. Ils représentaient 23 % des actifs masculins en 1948, 25,6 % en 1953 et 33,7 % en 1961. La proportion des femmes actives de plus de 50 ans est passée de 13 % en 1953 à 20,1 % en 1961. Cette tendance au vieillissement de la population agricole est la conséquence inévitable de la contraction relative du secteur agricole dans l'ensemble de l'économie. La hausse de la productivité du travail agricole crée un excédent de main-d'œuvre agricole qui doit être transféré vers les autres secteurs. L'abandon de l'agriculture est plus facile pour les jeunes, à qui l'âge, l'adaptabilité et le niveau plus élevé des qualifications scolaires donnent plus de chances de trouver un emploi dans le secteur extra-agricole, et une plus grande mobilité économique et sociale. Le vieillissement de la population agricole n'est donc pas regrettable en soi, c'est au contraire une forme d'ajustement économique entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Pourtant, ce phénomène peut exercer une influence négative sur la production agricole, si l'exode des jeunes est excessif et s'ils ne sont pas remplacés par une technologie plus productive. Dans certaines régions de la Yougoslavie le vieillissement de la population agricole a atteint un tel point que la production agricole ne peut pas être assurée par la main-d'œuvre disponible. D'après le recensement de l'agriculture de 1960, 210 000 familles agricoles (soit 8,2 % de la totalité des familles agricoles) manquaient de main-d'œuvre ; mais le nombre de familles paysannes contraintes d'abandonner l'agriculture par manque de successeur, sera bien plus élevé. Bien sûr, le souci de la société devrait être d'éviter la dégradation des exploitations et la baisse de la production agricole. Les problèmes posés par le vieillissement de la population agricole ne se règlent pas d'eux-mêmes et nécessitent une action sociale. Comme la structure de la population agricole se détériore par l'exode rural, il est évident que le maintien et même l'élévation du niveau de la productivité sur les exploitations des agriculteurs âgés ne peuvent être obtenus par le travail physique de cette population, mais par un emploi plus large des procédés moder-

nes de production agricole et par une organisation adéquate de l'aide sociale aux ménages sans main-d'œuvre.

La féminisation de la population agricole

Un autre aspect de la détérioration de la structure de la main-d'œuvre agricole est sa féminisation progressive. De 1953 à 1961, le pourcentage des femmes dans la population agricole active s'est élevé de 40,3 à 42,4. Leur nombre absolu a baissé de 6 %, tandis que le nombre d'hommes baissait de 13,7 %. Fait plus important encore, la proportion de femmes dans la population agricole active est bien plus élevée parmi les jeunes agriculteurs : dans la catégorie des moins de 25 ans les femmes représentent 53,8 %, et dans la catégorie de 25 à 35 ans, 45,3 %. Si l'on ajoute le travail agricole des ménagères, qui ne sont pas comptées dans la population active, mais qui consacrent une partie de leur temps aux travaux agricoles, il apparaît que la proportion du travail agricole exécuté par la main-d'œuvre féminine est encore plus grande que ne le montrent les statistiques. La main-d'œuvre féminine est surtout employée dans l'élevage ; les ménagères ont à leur charge la volaille, les porcins, la production du lait et des produits laitiers, mais ne sont pas pour autant exemptées des travaux des champs. Les statistiques montrent qu'il y a à peu près un million de personnes qui travaillent à temps partiel dans l'agriculture, et ne sont pas comptées dans la population agricole active. Très souvent on considère le vieillissement et la féminisation de la population agricole comme deux aspects intimement liés au processus de la contraction relative du secteur agricole au cours du développement économique ; pourtant ces deux phénomènes ne semblent pas nécessairement inséparables. La féminisation de la main-d'œuvre agricole est en relation avec le degré de développement économique, et un certain stade de ce développement, à savoir avec les premières étapes d'industrialisation, avec l'établissement du secteur secondaire. La création de ce secteur représente une forte demande de main-d'œuvre masculine. Le développement ultérieur, l'épanouissement du secteur tertiaire et la mécanisation de la production agricole renversent cette tendance, ce qu'on voit déjà dans les pays les plus développés et aussi en Yougoslavie dans les grandes exploitations socialistes.

Revenu agricole et revenu national

La tendance générale à la diminution de la part de la production agricole dans la production totale, qui est une des caractéristiques du développement économique, s'est manifestée clairement dans l'économie yougoslave les deux dernières décennies. La part du revenu agricole dans le revenu national s'élevait en 1939 à 50 %. Le tableau 3 montre l'évolution récente de cette proportion.

Tableau 3

Part du revenu agricole dans le revenu national de Yougoslavie

en millions de nouveaux dinars

Année	Revenu national en prix constants de 1960	Revenu agricole en prix constants de 1960	Revenu national en prix courants	Revenu agricole en prix courants	2 : 1 (%)	4 : 3 (%)
	1	2	3	4	5	6
1953	15 680	5 500	10 226	3 100	35,7	30,3
1957	21 047	6 544	18 294	6 042	31,1	33,0
1958	21 675	5 772	18 337	5 144	26,6	28,0
1959	25 256	7 574	22 691	6 585	30,0	29,0
1960	26 838	6 712	26 859	6 712	25,0	25,0
1961	28 315	6 580	31 099	7 910	23,2	25,4
1962	29 504	6 614	34 704	9 294	22,4	26,8
1963	33 100	7 049	41 992	11 211	21,3	26,4
1964	37 302	7 483	55 877	14 744	20,0	26,4
1965	38 540	6 909	73 573	19 962	18,0	27,1
1966	—	—	91 678	25 934	—	28,3

Comme on peut le noter, la part du revenu agricole dans le revenu national total dépend dans une large mesure de la technique de calcul employée, des prix relatifs des produits agricoles et des produits des autres secteurs, mais on voit se dessiner une tendance à la diminution de la part du revenu d'origine agricole dans le revenu national. Cette tendance apparaît très clairement si l'on mesure la contribution des différents secteurs en prix constants, mais elle est bien plus vague si l'on emploie les prix courants. Ceci peut s'expliquer par l'amélioration constante de la parité des prix agricoles par rapport aux prix des autres secteurs. Si l'on considère la parité actuelle comme économiquement plus juste, alors la part du revenu agricole dans le revenu national s'élève encore à plus de 25 %.

LA PRODUCTION AGRICOLE

La production agricole d'après guerre en Yougoslavie a accusé une baisse substantielle par rapport au niveau de l'immédiat avant-guerre. Les facteurs les plus importants de cette baisse ont été les pertes énormes, surtout en bétail et en plantations fruitières et viticoles, dues aux sécheresses extraordinaires et à la politique de collectivisation forcée. Il a fallu dix ans pour rétablir la production au niveau d'avant la guerre. Depuis 1956, le volume de la production s'est élevé, avec les oscillations normales, et se trouve actuellement à 40 % au-dessus du niveau d'avant-guerre. Cet accroissement de la production doit être attribué à la hausse des rendements par unité de production. Les rendements moyens à l'hectare pour les années 1964-1966 étaient les suivants : blé, 21,1 q ; orge, 16,4 q ; maïs, 27,9 q ; betterave sucrière, 343 q ; pomme de terre, 85 q. Par rapport aux rendements de la période 1930-1939, les rendements actuels ont doublé pour la betterave sucrière,

ils sont plus élevés de 85 % pour le blé, de 70 % pour le maïs, de 60 % pour l'orge, de 40 % pour la pomme de terre. On peut aussi mentionner l'accroissement des rendements de certains légumes et plantes industrielles, comme le chou, le paprika, la tomate et le tournesol. Cet accroissement considérable des rendements est d'autant plus important qu'il a été obtenu pendant les dix dernières années. Mais il faut bien noter que ces rendements sont encore bien au-dessous des rendements respectifs des pays très développés, surtout des pays de l'Europe Occidentale. D'autre part, des secteurs entiers de la production agricole n'ont pas été touchés par la hausse des rendements : la culture fruitière, la viticulture, la culture fourragère par exemple.

La production animale

La production animale a montré, à travers les fluctuations cycliques très prononcées, une tendance certaine d'augmentation. Le nombre absolu de têtes de bovins a augmenté entre 1957-59 et 1964-66 de 7,6 %, et le nombre absolu de têtes de porcins dans la même période de 35 %. La production de viande montre un accroissement de 44 %, supérieur à l'accroissement du nombre de têtes de bétail. Le poids moyen du bétail abattu s'est accru sensiblement. Comme le poids moyen des porcins est resté presque inchangé, l'augmentation du poids moyen des bovins, de 50 %, explique seul cette différence. Il y a eu aussi une augmentation de production de volaille. Le nombre de bovins par 100 hectares de terre agricole s'élève maintenant à 37, et celui de porcins à 40,7. Le nombre de porcins par 100 hectares de terre cultivée s'élève à 59. La production de lait par vache a très peu augmenté et se monte à 1.200 litres ces dernières années. Le nombre d'unités (standard) de bétail s'est accru sensiblement et s'élève à 55 par 100 hectares de terre cultivée.

La production végétale

L'agriculture yougoslave est caractérisée par la prépondérance de la production végétale dans la production agricole finale. La production animale ne représente que 40 % de la production finale. Dans la structure de la production végétale, les céréales, avec 75 % de la superficie totale ensemencée, sont de loin les plus importantes. Les plantes fourragères n'occupent que 11 %, les légumes 8,1 % et les plantes industrielles 5,2 %. Ces dernières années se fait jour une tendance légère à l'augmentation de la proportion de terre cultivée en plantes maraîchères, fourragères et industrielles, mais cette évolution est si lente que la prédominance des céréales reste incontestable. Le développement rapide de l'élevage n'est pas concevable tant que se maintient cette structure de la production végétale, qui ne peut être radicalement changée sans une hausse considérable des rendements des céréales ou sans une orientation de la politique agricole vers l'intensification des échanges internationaux de produits agricoles.

L'amélioration des rendements

Les rendements relativement bas de l'agriculture témoignent certainement de son sous-développement, mais en ce qui concerne l'augmentation future de la productivité agricole, ils ont un aspect encourageant. Ils signifient que d'énormes possibilités de développement existent encore, et qu'une hausse des rendements pourrait être facilement obtenue. Les améliorations de la production agricole qui augmentent les rendements sans exiger de grands investissements, peuvent donner rapidement d'ap-

préciables résultats et doivent être introduites dans une mesure bien plus large : ainsi le choix de meilleures variétés de plantes, de meilleures espèces d'animaux, et l'utilisation plus large d'engrais chimiques, de pesticides, etc... On pourrait tirer profit de l'expérience des autres pays dans ce domaine et réduire ainsi les dépenses consacrées à la recherche scientifique et le temps de réalisation de ces améliorations. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont plus qu'encourageants. L'utilisation de meilleures semences, surtout pour le blé et le maïs, s'est répandue assez vite et l'usage d'engrais chimiques a quadruplé entre 1956 et 1966. La consommation d'engrais chimique n'est pas encore satisfaisante, puisqu'en 1966 elle s'élevait seulement à 213 kg, soit 50 kg de matière active, à l'hectare. D'autre part, il y a une forte concentration de l'utilisation d'engrais chimique sur les grandes exploitations socialistes (plus de 60 % de la consommation totale en 1966).

La mécanisation des travaux agricoles a contribué aussi à l'augmentation de la production. Le nombre de tracteurs s'accroît constamment. De 1951 à 1967, il a augmenté de huit fois, et il a doublé entre 1959 et 1967. Le nombre de moissonneuses-batteuses a quadruplé entre 1960 et 1967. La qualité des machines agricoles s'est améliorée aussi. La mécanisation de l'agriculture, pourtant, est loin d'être achevée. Il n'y a qu'un tracteur pour 155 hectares de terre arable. La structure inadéquate et le manque de diversité de l'équipement en tracteurs, ainsi que leur concentration excessive sur certains points (85 % sur les exploitations socialistes) montrent l'insuffisance de la mécanisation, soulignée par les deux millions et demi d'animaux de trait.

LE SECTEUR SOCIALISTE

La socialisation de l'agriculture réalisée par la Yougoslavie est différente de celle des autres pays socialistes (à l'exception de la Pologne).

La réforme agraire

La révolution socialiste et la politique de l'Etat ont radicalement changé les structures agraires du pays. La réforme agraire a été l'une des premières mesures du nouveau régime. Les grandes propriétés foncières ont été abolies ; la terre abandonnée par ceux qui avaient collaboré avec l'occupant pendant la guerre a été confisquée, l'excédent de terre arable par exploitation privée (ramenée à 25 ha maxi-

imum) a été nationalisé. Ces terres étaient principalement concentrées dans les régions du nord où la terre est plus fertile. La moitié environ du fonds de terre ainsi obtenu (800.000 ha) a été distribuée aux vétérans de guerre des régions pauvres, ainsi qu'aux paysans locaux possédant peu ou pas de terre.

Le maximum de terre que peut posséder un paysan privé, fixé en 1945 à 25 ha de terre arable, a été ramené en 1953 à 10 ha. Cette limitation était censée prévenir la décomposition économique et sociale de la campagne au profit des paysans riches, et maintenir la position relative des paysans pauvres. Ce maximum est encore en vigueur. Souvent on argumente que cette limite freine le développement agricole et qu'elle est incompatible avec la production agricole moderne, permise dans le cadre

d'une exploitation familiale. Il est évident qu'une famille, avec ses propres ressources de travail, pourrait avec la technologie agricole moderne cultiver une ferme bien plus étendue. Mais dans les conditions traditionnelles de production, encore dominantes, ce serait difficile. La reconstruction de l'agriculture sur une base technique nouvelle aurait exigé des moyens considérables, nécessaires à l'industrialisation du pays ; compte tenu du surpeuplement agricole, elle aurait posé de graves problèmes économiques, sociaux et politiques. Le maintien des structures existantes du secteur agricole privé a paru une solution raisonnable. Mais la limitation de la terre possédée par les paysans privés a eu, d'un point de vue purement économique, des effets favorables. Elle a entraîné une meilleure utilisation du fonds de terre et un revenu agricole plus élevé à l'hectare. Le revenu agricole à l'hectare est bien plus élevé sur les petites exploitations. Par exemple, il est de 50 % plus élevé sur les exploitations comprises entre 5 et 8 hectares que sur les exploitations de plus de 8 hectares. Il semble que l'étendue optimale de l'exploitation familiale, étant donné la technique de production actuelle, se situe entre 5 et 8 hectares. Cette catégorie d'exploitations montre un grand équilibre économique ; celui des exploitations de plus de 8 hectares est affaibli par le manque de main-d'œuvre, et surtout par la scolarisation prolongée des jeunes, rendue possible par leur revenu total plus élevé.

La réforme agraire a été une mesure importante de la politique économique non pas tellement par ses effets redistributifs, mais plutôt comme mesure de direction et de contrôle des tendances du développement agraire, et comme facteur de l'équilibre social de la campagne, essentiel pour l'accélération du développement industriel du pays.

La collectivisation

Depuis la révolution socialiste yougoslave, la politique agraire a été dominée, comme on pouvait s'y attendre, par le souci de la socialisation de l'agriculture : en effet, toute politique socialiste doit tendre vers la socialisation de l'ensemble des activités économiques, l'agriculture ne faisant pas exception. Après une courte période de reconstruction en vue de réparer les dévastations causées par la guerre, on a instauré une politique de collectivisation de l'agriculture d'après le modèle soviétique. Mais il devint vite évident que les conditions de la socialisation n'étaient pas réunies : les moyens nécessaires à un changement radical de la technique de production agricole n'étaient pas disponibles. Les conséquences de cette politique ayant été jugées néfastes sur le plan de la production, elle fut officiellement abandonnée en 1953, mais l'étude des processus de socialisation du secteur agricole de l'économie fut poursuivie.

Tableau 4

Indiccs généraux du développement du secteur agricole socialiste entre 1957 et 1966

Année	Terre agricole en possession sociale (*) (en milliers d'hectares)	% de la terre agricole totale	Terre arable en possession sociale (en milliers d'hectares)	% de la terre arable totale	Revenu du secteur socialiste agricole (en milliers de N.D.)	% dans le revenu agricole total	Main-d'œuvre employée (en milliers d'U.T.H.)	Indice de la production (base 1957 = 100)
1957	1 176	9,0	827	8,1	493	8,1	182	100,0
1958	1 246	9,5	851	8,3	394	7,6	174	109,7
1959	1 344	10,4	912	9,0	561	8,5	218	171,7
1960	1 694	13,0	1 033	10,0	666	9,9	235	172,4
1961	1 794	13,9	1 155	11,2	809	11,7	239	173,8
1962	1 980	15,3	1 180	11,5	1 226	15,5	257	212,4
1963	2 428	18,4	1 280	12,4	1 535	16,5	260	245,5
1964	2 408	18,3	1 346	13,1	2 035	18,2	281	283,4
1965	2 463	19,0	1 413	13,7	3 247	22,0	284	283,4
1966	2 451	19,0	1 440	14,1	—	—	267	340,0

(*) Terre communale exclue

C'est dans ce contexte qu'il faut juger l'existence et l'importance du secteur socialiste dans l'agriculture. On ne pourrait comprendre les problèmes et les perspectives de l'agriculture yougoslave sans analyser les rapports entre le secteur socialiste et le secteur privé.

Secteur socialiste et secteur privé

Le secteur privé qui possède 86 % de la terre est le secteur dominant de l'agriculture ; il est la base d'existence de 2 618 000 ménages agricoles (d'après le recensement de l'agriculture en 1960). En 1965 il employait 96 % de la main-d'œuvre agricole ; sa part dans la production agricole était de 70 %, elle était de 56 % dans la production agricole commercialisée.

Le secteur socialiste a été créé par la réforme agraire de 1945. La terre obtenue par la nationalisation de la grande propriété foncière n'a pas été entièrement distribuée ; d'une partie de cette terre ont été créées les exploitations d'Etat. Après une période de stagnation relative, ce secteur a réalisé un progrès important ces dix dernières années. Après l'abandon de la politique de la collectivisation forcée, il devait servir de noyau à la socialisation progressive et à la modernisation de toute la production agricole.

Avantages de l'exploitation socialiste

De 1957 à 1966, dans le secteur socialiste, la terre agricole en sa possession a doublé, la terre arable a augmenté de 74 %, la main-d'œuvre de 46 % et la production totale de 240 %. Le taux d'accroissement de la productivité par travailleur a dépassé 9 %. Le taux de croissance de la production s'est élevé à plus de 12 %, contribuant ainsi substantiellement à la hausse générale du taux d'accroissement de la production agricole.

Le secteur socialiste a contribué aussi à la hausse de la productivité du secteur privé. Les machines agricoles sont concentrées dans le secteur socialiste, mais elles n'ont pas été exclusivement utilisées sur les exploitations socialistes. En 1966 plus d'un million et demi d'hectares du secteur privé ont été cultivés avec les machines du secteur socialiste. Le secteur socialiste possédait 80 % des tracteurs et à peu près la totalité des moissonneuses-batteuses et des camions utilisés dans l'agriculture. Il fournit des services à la production privée. Ainsi en 1966, des cultures du secteur privé, représentant plus d'un quart des terres cultivées pour le blé, un quart pour le maïs et 88 % pour la betterave sucrière, ont pro-

fité d'arrangements coopératifs avec le secteur socialiste en matière de production. La coopération est également développée dans l'élevage. Le secteur socialiste a joué un rôle essentiel dans la diffusion de l'utilisation d'engrais chimique, des meilleures variétés de plantes et des meilleures espèces animales. Ainsi, son importance dépasse considérablement sa contribution directe à la production agricole, son rôle dans la vulgarisation du progrès technique et des autres améliorations apportées au secteur privé étant d'une importance égale.

Le secteur socialiste de l'agriculture est composé de deux parties institutionnellement différentes : les exploitations socialistes et les coopératives agricoles générales. Un troisième élément naguère important, les coopératives agricoles de travail, réplique du kolkhoze soviétique, ont pratiquement disparu. Les exploitations socialistes sont des entreprises agricoles caractérisées par la propriété sociale des moyens de production et l'autogestion ouvrière ; les coopératives agricoles générales, organisations de production agricole, de commercialisation des produits agricoles et d'approvisionnement des paysans en produits industriels, sont dirigées par les paysans membres des coopératives.

L'importance et l'évolution de ces deux formes du secteur socialiste sont différentes. Le nombre de coopératives agricoles générales a diminué sensiblement. En 1960 il y en avait 4 086, et seulement 1 722 en 1965. Elles sont de plus en plus souvent remplacées par des organisations commerciales ordinaires en ce qui concerne leur activité commerciale et, pour leur activité agricole, intégrées aux exploitations socialistes. L'importance des exploitations socialistes augmente constamment, quoique leur nombre diminue ces dernières années. En 1960 il y en avait 475, et 275 en 1966. Cette diminution de nombre est la conséquence de leur concentration et renforcement productif et organisationnel par l'intégration. La part de la terre dans la propriété sociale est passée de 46,2 % en 1960 à 58,4 % en 1966. On constate une tendance à une concentration élevée de la terre dans les exploitations les plus grandes ; 15,9 % des exploitations de plus de 1 000 hectares possèdent plus de 80 % de la terre de l'ensemble des exploitations. En effet une pression de plus en plus forte tend à éliminer toutes les exploitations qui ne sont pas économiquement viables. En même temps la part des coopératives agricoles générales dans la superficie en possession sociale a décliné de 36,5 % à 30,8 %. La concentration de la machinerie agricole sur les exploitations socialistes est aussi en cours. La politique agricole actuelle favorise cette évolution en mettant l'accent sur le rôle socialisateur de ces exploitations vis-à-vis de l'agriculture et en encourageant leur intégration et leur renforcement économiques. Elles sont poussées à augmenter leur possession de terre par l'achat de la terre des paysans.

Difficultés rencontrées par la socialisation

Mais malgré des succès incontestables du secteur socialiste ces dernières années, bien des problèmes restent encore à résoudre. L'extension de la superficie du secteur socialiste se heurte à de puissants obstacles.

En premier lieu cette extension est très coûteuse, elle exige des moyens considérables pour l'achat de la terre et encore davantage pour sa mise en valeur sur une base technique radicalement nouvelle. Les fonds d'investissement étant restreints, l'allocation de sommes importantes pour les investissements agricoles met en danger le développement des autres secteurs de l'économie. D'autre part les paysans ne sont pas très disposés à vendre leur terre sans la garantie d'un emploi extra-agricole. Comme les possibilités de l'emploi sont assez incertaines à cause du chômage considérable ces dernières années, il est évident que les paysans hésitent beaucoup à abandonner leur terre, même s'ils ont déjà un emploi. Le prix de la terre augmente et dans ces conditions l'achat de terres devient de plus en plus difficile et a nettement diminué en 1966.

En outre, le secteur socialiste est fortement concentré dans les régions du nord, les plus développées, où le processus de la désagrarisation est le plus avancé. Dans les régions où ce processus est ralenti par la pression démographique, le secteur socialiste n'a pas pris des dimensions significatives. Dans toute la partie centrale et méridionale, où la population agricole reste égale malgré une émigration intense, la structure agraire traditionnelle n'est pas encore sensiblement touchée. Dans ces régions, la socialisation de l'agriculture par une augmentation rapide du secteur socialiste semble difficile à réaliser dans un proche avenir. La socialisation de l'agriculture par la création d'exploitations socialistes n'est donc pas partout également applicable.

Les résultats économiques

Le secteur socialiste n'a pas montré, d'ailleurs, une supériorité universelle par rapport au secteur privé. Sa supériorité est incontestable dans la production de certains produits agricoles comme le blé, le maïs, la betterave sucrière. Dans le secteur socialiste les rendements du blé sont de 50 % supérieurs à la moyenne nationale, ceux du maïs la dépassent de presque 100 % et ceux de la betterave sucrière de 25 %. Mais il faut aussi noter que le secteur socialiste possède des terres de qualité supérieure et qu'il dispose de la technologie moderne, plus coûteuse que la technologie traditionnelle. Le tableau 5 présente quelques indices des résultats économiques du secteur socialiste.

Tableau 5

Quelques indices des résultats économiques du secteur socialiste

Année	Rendement du blé	Rendement du maïs	Rendement de la betterave sucrière	Nombre de bovins par 100 hectares de terre arable	Nombre de porcins par 100 hectares de terre arable	Nombre d'unités standard de bétail par 100 hectares de terre arable	Nombre de personnes par 100 hectares de terre arable	Coefficient de capital (revenus : fonds)
1957	23,0	38,4	286	13,0	33	—	22,1	—
1958	22,8	40,3	258	18,6	42	—	20,5	—
1959	38,9	49,9	329	29,7	59	—	23,9	—
1960	30,6	45,5	337	29,9	61	48	22,7	4,50
1961	30,5	34,8	248	27,3	57	44	20,7	4,66
1962	28,9	44,9	298	23,0	60	42	21,7	4,21
1963	32,0	42,2	330	18,2	62	40	20,3	3,73
1964	25,7	51,3	365	18,7	70	40	20,8	2,91
1965	32,5	44,9	379	19,5	50	38	20,2	2,25
1966	38,1	57,3	439	17,6	53	—	18,5	—

S'il existe une hausse des rendements dans la production végétale, il y a cependant aussi une nette détérioration des indices de la production animale. Depuis 1960 on constate une baisse rapide du nombre de bovins par rapport à la superficie agricole. Le nombre de porcins montre de fortes oscillations, mais sur plusieurs années il y a une stagnation. En même temps dans l'ensemble de l'agriculture se dessine une nette tendance à l'augmentation du nombre de bovins et de porcins par rapport à la superficie agricole. Le secteur privé s'oriente de plus en plus vers la production animale, à l'inverse du secteur socialiste. La proportion de la production animale du secteur socialiste dans la production animale totale est sensiblement inférieure à la proportion de terre en sa possession. Souligner que cette différence est largement compensée par la production végétale, n'explique rien : en effet les rendements plus élevés de la production végétale peuvent être en partie attribués à la qualité supérieure des terres du secteur socialiste. Le secteur socialiste a obtenu de meilleurs résultats dans les branches de l'élevage qui peuvent plus facilement être organisées d'après les principes de la production industrielle, c'est-à-dire l'élevage de porcs et de volailles. Cependant le progrès considérable obtenu dans la production de volailles ne compense pas la baisse du nombre de bovins. Le nombre des unités-standard du bétail par rapport à la superficie des terres est en baisse constante dans le secteur socialiste. Il faut aussi noter que les fluctuations de la production animale du secteur socialiste ne correspondent pas avec les fluctuations du secteur privé ; ce décalage, qui a un effet stabilisateur, est difficile à expliquer.

Capital et main-d'œuvre

La baisse du nombre des personnes employées dans le secteur socialiste par rapport à la superficie agricole indique certainement une meilleure utilisation de la main-d'œuvre, mais peut en partie s'expliquer par la réduction de l'élevage et la mécanisation de travaux agricoles. Quoi qu'il en soit, ce rapport est encore peu satisfaisant, étant donné le capital énorme dont dispose le secteur socialiste. Le capital par personne employée y est beaucoup plus élevé que dans l'industrie et les mines. Une meilleure organisation du travail et une meilleure utili-

sation des machines agricoles devraient, vraisemblablement, réduire sensiblement le nombre actuel de personnes employées dans le secteur socialiste. Si le rapport entre le capital et le revenu montre une tendance nette à la baisse, ce qui prouve un meilleur emploi des ressources productives disponibles, il ne faut pas oublier que cette baisse est en partie due à la hausse des prix des produits agricoles. Les termes d'échange entre l'agriculture et les autres secteurs se sont modifiés sensiblement au profit de l'agriculture.

L'extension continue du secteur socialiste et le renforcement des entreprises agricoles socialistes par l'achat de terres privées forment un des aspects dominants de la politique actuelle de socialisation de l'agriculture. Cette politique doit être jugée à long terme, car il est évident que l'expropriation bénévole de la paysannerie ne se fera pas en quelques années. Le secteur socialiste s'élargira au fur et à mesure du progrès économique général et surtout des possibilités accrues d'offrir un emploi rentable à tous ceux qui seront privés de terre. Il faudrait éviter toute précipitation dans cette voie ; la prudence est nécessaire. En effet, nous l'avons vu, cette politique exige des investissements massifs, au détriment d'autres secteurs dont les besoins sont plus urgents. Mais surtout, dans cette étape du développement économique, l'agriculture joue un rôle de réservoir de la population qui ne peut être profitablement employée hors du secteur agricole. L'agriculture moderne, intensive en capitaux, ne peut pas jouer ce rôle.

Les coopératives

La coopération de production entre le secteur socialiste et le secteur privé est une forme bien plus souple de socialisation de l'agriculture. L'éventail de la coopération englobe : pour le secteur socialiste, la culture de la terre, le crédit agricole, les services vétérinaire et agronomique, l'approvisionnement en matériel, semences, engrais chimique, etc... ; du côté des paysans, la terre, la main-d'œuvre, les bâtiments agricoles, etc... Son avantage est la multiplicité des formes, qui permet une meilleure utilisation des capacités productives des exploitations privées et l'emploi mieux réparti des moyens de production et des capacités innovatrices du secteur socialiste.

CONCLUSIONS

Le ralentissement de l'expansion économique ces dernières années a montré l'existence d'un fort déséquilibre des structures économiques du pays. Le déséquilibre, en effet, a été la cause principale de ce ralentissement, puisqu'il a empêché la pleine utilisation du potentiel économique. Dans les discussions de ces problèmes, on a insisté sur le sous-développement agricole comme sur un des principaux facteurs de ce déséquilibre. On a affirmé que l'élimination de ce goulot d'étranglement aurait assuré un taux d'expansion économique bien plus élevé. Il y a une part de vérité dans cette argumentation, mais les choses ne sont pas si simples.

DES PROBLEMES NOMBREUX ET COMPLEXES

Les problèmes du développement agricole sont nombreux et complexes et leur solution est très urgente. La production agricole ne couvre pas les besoins alimentaires de la population croissante, elle ne fournit pas la quantité suffisante de matières premières à l'industrie en expansion, elle ne procure pas un excédent substantiel pour l'exportation ; la productivité du travail et les revenus agricoles sont très bas. Mais ces problèmes sont souvent mal interprétés.

Il est vrai que la Yougoslavie, entre les deux guerres, était exportatrice de produits agricoles, et qu'elle importe maintenant des quantités considérables de blé et de matières grasses ; mais on oublie que l'économie entière est changée. Les exportations d'autrefois se faisaient au détriment de la consommation intérieure. Avec l'abolition de la grande propriété foncière qui était le principal secteur exportateur, la production agricole commercialisée a décliné sensiblement et la consommation intérieure a augmenté.

Il y a eu aussi l'accroissement de la population. Depuis 1948 la population a augmenté de 30 %, créant ainsi une demande supplémentaire de produits alimentaires. Le transfert de la population vers les activités non-agricoles a aussi augmenté la demande de produits agricoles de qualité supérieure, à cause des revenus plus élevés du secteur non-agricole. La consommation de produits alimentaires par les touristes étrangers s'accroît. Pourtant, la balance du commerce extérieur de produits agricoles n'est que légèrement négative. Cela ne signifie pas qu'il y ait équilibre entre l'offre et la demande, ni qu'il n'y ait un déficit réel des produits agricoles. Bien au contraire, l'ajustement de l'offre et de la demande s'est fait par une hausse rapide des prix et une stagnation de la consommation.

La politique appliquée en vue de résoudre le problème du déficit des produits agricoles n'a pas donné de résultats satisfaisants. Elle sous-entendait que la réponse de la production agricole au niveau général de prix soit forte, positive et instantanée. Mais il n'en est évidemment pas ainsi : la réponse de l'agriculture paysanne au niveau général des prix agricoles est très faible, sinon nulle. La politique de prix élevés a donc été très coûteuse et n'a guère stimulé la production. La hausse des prix agricoles et la réduction relative des impôts ont entraîné non pas l'accroissement attendu de la production, mais par contre une augmentation légère de l'autoconsommation.

Les problèmes actuels de développement agricole doivent être considérés par rapport à l'ensemble de l'économie, et particulièrement par rapport aux problèmes et aux tendances de l'étape actuelle du développement économique yougoslave en général.

L'industrialisation extensive

La politique d'industrialisation extensive, constamment suivie jusqu'à la réforme économique de 1965, était basée sur la main-d'œuvre à bon marché, ce qui a donné naissance à une industrie dispersée, intensive en travail et peu efficace. La structure économique, et surtout la structure de l'industrie du pays, était dans une large mesure inadéquate par rapport aux besoins nationaux et aux exigences du marché mondial. Elle ne pouvait se maintenir que grâce à une protection excessive et au maintien de bas salaires.

L'industrialisation extensive par les bas salaires stimulait les ouvriers qui venaient de la campagne à ne pas rompre les liens avec leur milieu d'origine et avec leur métier d'agriculteur. Ils gardaient leur terre et formaient des ménages mixtes dont le revenu provenait à la fois de l'industrie et de l'agriculture. Durant cette période, on a vu une extension extraordinaire des ménages mixtes. D'après le recensement de l'agriculture de 1960, le nombre d'ouvriers des ménages mixtes s'élevait à 1 306 000, soit 50 % des effectifs des ouvriers de l'industrie.

La consommation augmente et entraîne le déficit des produits agricoles

L'apparition massive de ménages mixtes dans l'agriculture a eu des conséquences négatives pour la production agricole. Les ménages mixtes, dont les besoins financiers sont assurés par les revenus extra-agricoles, sont plus enclins à traiter leur exploitation agricole comme une source de biens auto-

consommés. La proportion de l'autoconsommation est sensiblement plus élevée dans les ménages mixtes que dans les ménages purement agricoles. La production agricole dans ces ménages a été, dans une certaine mesure, négligée, et laissée aux membres les moins capables et les moins entreprenants de la famille. La production agricole en a souffert tandis que s'élevait la consommation.

Les effets cumulatifs de plusieurs facteurs d'augmentation de la demande de produits agricoles se sont traduits par le déficit chronique de ces produits. Ce déficit a fait rapidement monter les prix agricoles. La politique des bas revenus des ouvriers industriels peut être appliquée tant que les prix agricoles sont bas ; mais quand ils sont élevés par rapport aux prix des produits industriels, cette politique cesse d'être praticable. La main-d'œuvre, elle aussi, devient coûteuse et on doit économiser son emploi. L'avantage, par rapport aux économies développées, que procurait à l'économie nationale la main-d'œuvre à bon marché, disparaît. Le déficit croissant de la balance du commerce extérieur a montré clairement les faiblesses de la politique d'industrialisation extensive et la nécessité de modifier la politique économique : c'est à ce besoin que répond la réforme économique de 1965, encore actuellement en cours.

LA REFORME ECONOMIQUE

La Yougoslavie, par son étendue et ses ressources économiques, ne peut se suffire à elle-même. Son développement économique dépend étroitement de l'importation des produits industriels et des nouveaux moyens de production des pays les plus développés, et aussi de l'importation des matières premières nécessaires à son industrie. Il est évident que les exportations agricoles ne peuvent pas combler le déficit du commerce extérieur, quels que soient les efforts entrepris en ce sens.

L'industrialisation intensive

Il n'y a qu'une solution durable à ce problème, c'est la reconstruction et la modernisation de l'industrie, le développement prioritaire des secteurs compétitifs sur les marchés extérieurs, l'intégration de l'économie yougoslave dans l'économie mondiale sur la base de la division internationale du travail. Cela suppose nécessairement une utilisation plus large de la technique moderne, coûteuse.

Cette politique d'industrialisation intensive, devenue une nécessité économique, suppose aussi que baisse le taux de l'emploi nouveau dans la période suivante ; en réalité, il a déjà considérablement baissé. Comme l'emploi du surplus de main-d'œuvre libéré par la rationalisation des structures économiques ou dû à l'accroissement naturel de la

population, est déjà par lui-même un problème difficile, il est certain que l'emploi de la main-d'œuvre agricole dans le secteur industriel doit être radicalement réduit. L'exode rural doit être découragé.

Comment retenir à la terre la population agricole ?

Bien entendu, les problèmes du développement agricole ainsi éclairés prennent une autre dimension. La politique agraire dans la période à venir doit consister à retenir la population agricole dans l'agriculture aussi longtemps qu'on ne sera pas en possibilité de lui offrir un emploi extra-agricole rentable. Il est probablement difficile de stopper entièrement l'exode rural, mais il faut au moins le maintenir dans des proportions raisonnables, car les conséquences d'une migration désordonnée de la population sont graves. La Yougoslavie sait déjà ce que coûte l'émigration de la population vers d'autres pays. L'émigration touche non seulement la population rurale, mais aussi la population la plus productive des centres industriels les plus développés, et, en particulier, les jeunes. Le maintien de bas revenus dans l'industrie, qui pousse la main-d'œuvre industrielle à rechercher un emploi à l'étranger, représente un danger plus grave pour le progrès économique du pays que le maintien de la population agricole à la campagne.

Une meilleure utilisation des capacités productives

Cela ne signifie nullement que la campagne doit être abandonnée à elle-même. La politique agraire, dans son sens positif, doit être définie comme la recherche d'une meilleure utilisation des capacités productives dans l'agriculture, sans pour autant entreprendre d'investissements massifs et sans vouloir hâter l'élargissement du secteur socialiste. La priorité devrait être donnée au renforcement de l'organisation et de l'économie agricole dans le cadre actuel.

Si l'on veut retenir la population agricole en agriculture, des efforts doivent être déployés afin de développer une agriculture intensive en travail, qui puisse assurer un certain niveau de revenu aux familles paysannes. Le potentiel productif du secteur privé n'est pas suffisamment utilisé. Les améliorations agrotechniques et zootechniques, qui n'exigent pas de gros capitaux mais donnent des résultats sûrs et directs, peuvent être introduites dans une mesure plus large. Etant donné qu'on dispose de réserves considérables de main-d'œuvre insuffisamment employée, les possibilités qu'offre la production animale devraient être plus systématiquement utilisées.

La proximité de grands marchés européens comme l'Allemagne Fédérale et l'Italie du Nord, ouvre les

perspectives d'une coopération internationale durable. La diversification de la production agricole serait aussi économiquement souhaitable. La politique agricole a jusqu'à maintenant surtout concerné les produits agricoles de base, principalement les céréales, mais les possibilités de produire des fruits, des légumes, des vins, des produits méditerranéens, etc... ont été assez négligées.

L'amélioration des services

La politique agricole doit, en outre, inclure des mesures d'amélioration des services agronomiques et vétérinaires, l'enseignement agricole de la population rurale, les travaux publics locaux tels que la construction des routes et les travaux d'électrification, l'établissement d'un système plus développé

et plus adéquat de commercialisation des produits agricoles.

La mécanisation de l'agriculture privée sera plus difficile. Le paysan hésitera à adopter une mécanisation agricole complexe, qui, compte tenu de la structure actuelle, entraînerait un investissement excessif, et même incompatible avec les revenus actuels des familles agricoles. La mécanisation des travaux agricoles représente pourtant un avantage économique très important, car elle permettrait de réduire considérablement le nombre d'animaux de trait, dont la charge pèse lourdement sur la production agricole, particulièrement sur la production marchande. Ce problème pourrait être résolu par l'introduction d'une mécanisation adaptée aux besoins des petites exploitations paysannes, et par la coopération avec le secteur socialiste.